COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Revue de presse
du 5 au 11 Nov. 2016

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI

Sommaire

Changement climatique.....4

- **De Jeunes Délégués De L'Indianocéanie À La Conférence Des Nations Unies Sur Le Changement Climatique À Marrakech**
- **Intervention : Olivier Tyack, chef d'équipe du projet ISLANDS sur Radio Plus vers 17.30 info sur COP 22**
- **Maurice présente sa 3e Communication nationale à la COP 22**

Pêche.....14

- **Réouverture de la pêche à l'ourite : des signes satisfaisants**
- **Fermeture de la pêche à l'ourite à Maurice du 15 août au 15 octobre : le point sur la situation**
- **Expérience réussie pour la fermeture de la pêche à l'ourite à Maurice**

Genre.....19

- **« De la parole aux actes, marchons pour l'égalité des genres »**
- **À Ebène ce matin : une marche pour promouvoir l'égalité des genres**
-

Santé.....22

- **Fièvre aphteuse: «La COI n'a pas recommandé l'abattage en masse»**
- **Fièvre Aphteuse –Fact finding Committee : Un protocole pour gérer les épizooties**

Entreprenariat.....27

- **SOUS L'ÉGIDE DE CJD MAURICE: Première édition du Forum Formation Océan Indien**

TIC.....29

- **Ile Maurice : Les TIC au service des personnes souffrant de handicap**

Tourisme.....30

- **Arrivées touristiques: une croissance de 20 % pour le mois d'octobre**

Énergie Renouvelable.....32

- **Atelier sur le Financement des Énergies Renouvelables à Madagascar**

Changement climatique

De Jeunes Délégués De L'Indianocéanie À La Conférence Des Nations Unies Sur Le Changement Climatique À Marrakech

Reconnaissant l'importante contribution des jeunes en tant qu'acteurs et partenaires clés dans la construction d'un avenir plus durable et plus résilient, la Commission de l'océan Indien (COI), à travers le projet ISLANDS financé par l'Union européenne, a envoyé une délégation de cinq jeunes de l'Indianocéanie pour assister à la Conférence des Jeunes unies sur le changement climatique à Marrakech, au Maroc (COP22).

La délégation de jeunes a été conduite par Karuna Rana, co-fondatrice de SIDS Youth AIMS Hub (SYAH), une organisation régionale dirigée par des jeunes pour les jeunes des petits États insulaires africains et asiatiques en développement (PEID) et l'un des jeunes leaders du Commonwealth de la région de l'océan Indien. La Conférence des Jeunes vise à rassembler les jeunes du monde entier pour discuter ensemble des enjeux du changement climatique. La 12ème édition a eu lieu du 4 au 6 novembre à l'Université Qadi Ayaad à Marrakech et visait à consolider les points de vue des jeunes et à clarifier leurs attentes afin qu'ils puissent mieux participer aux négociations de la COP22. « Vu l'importance accordée par les États membres de la COI aux enjeux du changement climatique et à l'environnement ainsi que les réponses apportées par la COI, je veux soutenir un changement dans ce processus complexe et participer à cette conférence me permettra de mieux comprendre comment influencer de manière significative les négociations », a déclaré Meghna Raghoobar, membre de la délégation de l'océan Indien et co-fondatrice de SYAH.

Anne-Joëlle Lisette, éducatrice de l'île Rodrigues (République de Maurice), a été particulièrement heureuse de faire partie de la délégation et a déclaré: « c'est la preuve que la contribution des jeunes est importante et valide les efforts locaux que nous entreprenons pour combattre les effets du changement climatique ». Les îles du Sud-Ouest de l'océan Indien sont particulièrement vulnérables aux effets du changement climatique et de ses impacts sur les écosystèmes. La Commission de l'océan Indien apporte un soutien aux initiatives visant à lutter contre les conséquences du changement climatique dans ses États membres en impliquant un large éventail d'acteurs. « La décision d'envoyer une délégation de jeunes de l'océan Indien à la COP22 réaffirme l'engagement de la COI à impliquer les jeunes dans les processus décisionnels et renforcer leur contribution au développement durable. Notre jeunesse est notre avenir, nous devons avoir confiance en elle et lui offrir l'opportunité d'être un partenaire pour façonner l'avenir que nous voulons », a déclaré Olivier Tyack, chef d'équipe du projet ISLANDS. Karine Rassool, jeune écologiste des Seychelles, a participé à cette conférence non seulement pour élargir ses connaissances sur le processus de négociation, mais aussi pour rencontrer d'autres activistes de la lutte contre le changement climatique et s'informer sur les mesures d'adaptation qui peuvent être reproduites dans son pays. Suite à leur participation à la COY12, des jeunes délégués des Seychelles et de Maurice participent actuellement à la première semaine de la COP22, alors que les délégués des Comores et de Madagascar seront présents pour la deuxième semaine. La Commission de l'océan Indien, par le biais du projet ISLANDS, a constamment impliqué les jeunes de cette région dans des programmes éducatifs. Dans le cadre de la participation des jeunes à la mise en œuvre de l'Accord de Paris et au renforcement de leurs capacités à comprendre et à influencer efficacement les négociations sur le changement climatique, le projet ISLANDS a soutenu:
♣ L'organisation, en août 2015, d'un atelier « De Samoa à Paris », auquel ont assisté 250 jeunes d'Afrique et des îles de l'océan Indien, visant à leur donner un meilleur aperçu des enjeux liés au changement climatique et à l'importante de la COP21, suivi par la publication d'une brochure en

français expliquant le changement climatique et les moyens d'y faire face ;

-La Conférence régionale des Jeunes (COY11) tenue à Madagascar en 2015;

-La tenue d'ateliers de jeunes sur l'Accord de Paris organisés à Maurice, aux Seychelles et aux Comores ;

-La production d'une boîte à outils destinée aux jeunes sur les enjeux du changement climatique, contenant des informations scientifiques clés sur le changement climatique, ses impacts, les négociations et le plaidoyer par et pour les jeunes;

-L'atelier de formation sur la diplomatie et le plaidoyer en faveur des jeunes du Commonwealth organisé en 2016, qui a débouché sur l'initiative de créer un programme annuel de formation intitulé #Prep4COP, axé sur l'habilitation des jeunes des pays les plus vulnérables au changement climatique à enrôler efficacement leurs pairs et à impliquer les décideurs dans les débats et les négociations sur les enjeux mondiaux du changement climatique.

http://www.maurice-info.mu/de-jeunes-delegues-de-lindianoceanie-a-conference-nations-unies-changement-climatique-a-marrakech.html

Seychelles NATION

UN Climate Change Conference of Youth and Conference of Parties in Marrakech

11-November-2016

Seychelles among youth delegation from Indian Ocean region



A delegation of five youth representatives from Mauritius, Seychelles, Comoros and Madagascar are attending this year's UN Climate Change Conference of Youth (COY) and Conference of Parties (COP) in Marrakech, Morocco.

The youth delegation is being led by Karuna Rana, co-founder of the SIDS Youth AIMS Hub (SYAH), a regional youth-led organisation that connects young people from African and Asian Small Island Developing States (Sids) and also a leading Commonwealth youth from the Indian Ocean Region.

The youth delegation has been sent to the conference by the Indian Ocean Commission, through the ISLANDS project funded by the European Union.

Their involvement in the conference is in recognition of the important contribution of youth as key actor and partner in building a more sustainable and resilient future.

The COY has been organised alongside COP and aims to gather youths from around the world to discuss climate change.

The last such event was held from November 4-6, 2015 at the QadiAyaad University in Marrakech and aimed to consolidate the youth perspective and expectations to the COP22 dialogue and negotiations process.

"Considering the importance that the IOC members states put on climate change and environment and the work being done by the IOC, I want to contribute to making a change in this complex process and being here will enable me to have a better understanding of how to meaningfully influence the negotiations," said Meghna Raghoobar, part of the Indian Ocean youth delegation and co-founder of SYAH.

Anne-Joelle Lisette, an educator from the island of Rodrigues (Mauritius), was particularly excited to be part of the delegation and said "this is proof that youth contribution is important and validates the local efforts we are undertaking to help combat the effects of climate change".

Islands in western Indian Ocean region are particularly vulnerable to the effects of climate change and its related impacts on ecosystems. The IOC, through its regional programmes, provides support to initiatives on tackling climate change across its member states involving a wide range of actors.

"The decision to send a youth delegation from the Indian Ocean to take part in the COP22 further reiterates the commitment of IOC to engage the youth in decision- making processes and their commitment to contribute to sustainable development. Our youth is our future and we need to entrust them and let them be a partner in shaping the future we want for our region," stated Olivier Tyack, ISLANDS project team leader.

In terms of take away from this experience, Karine Rassool, a young environmentalist from Seychelles, anticipates to not only broaden her knowledge on the negotiation process but also to use this opportunity to meet other climate change activists and learn about successful climate adaptation measures which can be replicated in her country.

Following their participation at COY12, youth delegates from Seychelles and Mauritius are currently taking participating in the first week of COP22 whereas the delegates from Comoros and Madagascar will attend the 2nd week of COP22 deliberations.

The IOC, through the ISLANDS project, has constantly engaged young people of this region in educational programmes. In the area of involving youth in the implementation of the Paris Agreement and in building their capacities to understand and effectively influence climate change negotiations, the ISLANDS project has supported:

• The organisation, in August 2015, of a workshop 'From Samoa to Paris' attended by 250 youngsters from African and Indian Ocean Islands to give them an insight into climate change issues and the importance of COP21, followed by the publication of a booklet in French explaining climate change and means to tackle its effects;

• The regional Conference of Youth (COY11) held in Madagascar in 2015;

• The implementation of one-day Post-COP21 Youth Workshops themed around 'The Paris Agreement: Walking the Talk' organised in Mauritius (including Rodrigues Island), Seychelles and Comoros;

• The production of a Youth Toolkit on Sids and climate change containing key information on climate change science, impacts, negotiations and youth advocacy in a youth-friendly language in 2016;

• The 2016 Climate Change Diplomacy and Advocacy Training Workshop for Commonwealth Youth which has resulted in the initiative of creating an annual training programme, titled #Prep4COP, focused on empowering young people from the most climate vulnerable nations to effectively

engage their peers and policy-makers within the global climate change policy debates and negotiations.
The Conference of Parties (COP) is the supreme decision-making body of the United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC) and convenes yearly with the objective of evaluating progress Parties are making in addressing the existential threat of climate change. The Paris Agreement, adopted at COP21, is the first legally binding treaty to combat climate change and involves 187 countries, with member states of the IOC being amongst the first to ratify it. With the coming into force of this Agreement on November 4, 2016, the IOC believes that COP22 is a stepping stone in transforming commitments into actions.
http://nation.sc/article.html?id=251762

RadioPlus

Intervention sur la Radio

10/11/2016

Olivier Tyack, chef d'équipe du projet ISLANDS sur Radio Plus vers 17:30 info sur COP 22

LEMAURICIEN.COM
INDÉPENDANT D'INFORMATION ET D'OPINION

CHANGEMENT CLIMATIQUE: Maurice présente sa 3e Communication nationale à la COP 22

|8 NOVEMBRE, 2016



La délégation mauricienne à la 22e Conférence des Parties (COP 22) à la Convention des Nations unies sur les Changements climatiques (CNUCC), présidée par le ministre de l'Environnement et du Développement durable, Alain Wong, présentera, au Maroc, la troisième Communication nationale de la République de Maurice. Ce document, très détaillé et avalisé vendredi dernier par le Conseil des ministres, fait état des différentes décisions et mesures prises dans le cadre de l'adaptation à et l'atténuation du changement climatique à Maurice couvrant la période 2011-2016. La troisième Communication nationale de la République de Maurice, qui sera présentée à la COP 22 lors d'une séance plénière par la délégation mauricienne, met en exergue tout un éventail de mesures et d'initiatives prises par Maurice pour atténuer l'émission de gaz à effet de serre (GES), cause du réchauffement global. La Première Communication nationale de la République de Maurice avait été soumise le 28 mai 1999, et la deuxième, couvrant la période 2000-2006, le 9 novembre 2011. La troisième Communication nationale, qui a été avalisée vendredi dernier par le Conseil des ministres, couvre la période 2011-2016. Selon Alain Wong, ce 3e rapport implique 75 institutions publiques et

privées et a fait l'objet de neuf sessions de travail technique. « Plusieurs secteurs prioritaires tels que les énergies renouvelables, l'eau, les zones côtières, la réduction et la gestion des risques, la pêche, le tourisme, l'infrastructure publique, la santé et l'agriculture, entre autres, ont été ciblés », a révélé le ministre avant son départ pour le Maroc. La troisième Communication nationale de la République de Maurice fait état de pas moins d'une vingtaine de mesures d'atténuation et d'adaptation prises pour lutter contre le changement climatique. Parmi celles-ci, la proclamation de la loi sur la gestion nationale de réduction des risques de catastrophe (National Disaster Risk Reduction and Management Act) en juin dernier ; l'adoption par le gouvernement du Guide sur la stratégie d'adaptation au changement climatique (zones de retrait spécifiques dans les régions côtières) en mars dernier ; l'adoption par le gouvernement du Plan stratégique 2016-2020 pour l'alimentation, l'élevage et la foresterie en décembre 2015 ; l'élaboration d'une Charte sur le Changement climatique pour les collectivités locales ; la mise en œuvre des recommandations formulées en vertu du « Disaster Risk Reduction Strategy and Action Plan », y compris les cartes de risque par rapport aux inondations intérieures, glissements de terrain et les inondations côtières. Le gouvernement mauricien a également lancé le processus pour la restauration de services des écosystèmes marins en réhabilitant les récifs coralliens afin de répondre au changement climatique en collaboration avec les Seychelles et par le biais du Programme des Nations unies pour le Développement financé à hauteur de USD 4,9 millions. En outre, des matériaux d'information et de sensibilisations ont également été produits, à savoir des vidéoclips, des jeux de cartes et neuf panneaux illustratifs sur le changement climatique. Dans le cadre des mesures prises pour atténuer ce phénomène, le gouvernement a lancé le processus pour l'élaboration d'une Stratégie de développement de faible teneur en carbone et mesures nationales d'atténuation appropriées (Low Carbon Development Strategy and Nationally Appropriate Mitigation Actions) pour la République de Maurice. Cette dernière a également soumis une proposition au Fonds Vert

pour le climat intitulée « Accelerating Transformational Shift to a Low Carbon Economy in the Republic of Mauritius », visant à atténuer la croissance des émissions de gaz à effet de serre au niveau national et ainsi permettre à Maurice de devenir un pionnier pour le développement à faible émission de carbone parmi les Petits États insulaires en développement (PEID). Le montant sollicité du Fonds Vert pour le climat est de USD 45 millions et la durée de vie du projet est de huit ans (2016-2023).

Autres mesures arrêtées par Maurice et dont fait état la troisième Communication nationale : l'adoption du plan pour le développement des ressources en eau de la République de Maurice (Master Plan for Development of the Water Resources in the Republic of Mauritius) en octobre 2012 ; l'adoption par le gouvernement d'un plan directeur pour l'efficacité énergétique/gestion de la demande et le plan d'action pour la période 2016-2030 (Master Plan for Energy Efficiency/Demand Side Management and Action Plan) en septembre 2016 ; la proclamation d'une loi sur l'efficacité énergétique en janvier 2013 ; l'introduction d'incitations pour une utilisation des chauffe-eau solaires et de l'éclairage LED. Figurent aussi parmi ces mesures d'atténuation, la finalisation des réglementations relatives à la construction de l'efficacité énergétique et du code de construction en termes d'efficacité énergétique ; l'énergie solaire thermique/photovoltaïque ; la mise en œuvre du schème chauffe-eau solaire (Phase 4) pour plus de 28 000 ménages ; l'installation de chauffe-eau solaire dans quatre hôpitaux ; l'installation d'un parc d'énergie solaire de 15 MW à Bambous et l'installation de photovoltaïque dans 10 écoles secondaires (huit publiques et deux écoles privées), ainsi que deux écoles primaires.

Le lancement d'un Plan Compost des ménages (Phase 3) pour au moins 6 000 ménages et 3 000 petits planteurs à Maurice et au moins 1 000 ménages à Rodrigues est également mentionné dans cette troisième Communication nationale, de même que les initiatives du secteur privé. Entre autres, la mise en place d'un parc éolien de 9 MW à Plaine-des-Roches, l'utilisation des "coal fly ash and bottom ash" pour la production

d'additifs de ciment, de granulats de construction et de vapeur et un projet de 23 MW de climatisation avec l'eau de mer (DOWA) seront bientôt mis en œuvre dans le centre de Port-Louis. Le projet aura pour but le refroidissement de 22 bâtiments dans la première phase.
La République de Maurice a soumis ses contributions prévues déterminées au niveau national (Intended Nationally Determined Contributions) le 28 septembre 2015 au secrétariat de la CCNUCC et le 4 mars 2016, le Conseil des ministres a approuvé le plan d'action pour la mise en œuvre de ces INDC, un document contenant les objectifs que se fixe un État pour réduire ses émissions de gaz à effet de serre (GES) d'ici 2025 dans le cadre de l'Accord de Paris.

Changement climatique : atténuation et adaptation
Certaines formes de pollution de l'air, résultant d'activités humaines, menacent de modifier sensiblement le climat, dans le sens d'un réchauffement global. Ce phénomène peut entraîner des dommages importants : élévation du niveau des mers, accentuation des événements climatiques extrêmes (sécheresses, inondations, cyclones…), déstabilisation des forêts, menaces sur les ressources d'eau douce, difficultés agricoles, désertification, réduction de la biodiversité, extension des maladies tropicales, entre autres. Les objectifs d'atténuation visent à réduire les émissions de gaz à effet de serre, par exemple en modifiant les techniques de production employées. En revanche, les objectifs d'adaptation visent à réduire la vulnérabilité des systèmes naturels et humains aux effets des changements climatiques réels ou prévus.

http://www.lemauricien.com/article/changement-climatique-maurice-presente-sa-3e-communication-nationale-la-cop-22

Pêche

INSIDE NEWS

Réouverture de la pêche à l'ourite : des signes satisfaisants

05/11/2016



Après la réouverture de la pêche à l'ourite, les premiers chiffres ont été révélés par le ministère de la Pêche , montrent des signes satisfaisants : 2 tonnes d'ourites ont été capturées en 14 jours seulement, contre 34 tonnes en une année. Ce projet d'interdire cette pêche a vu une meilleure croissance des poulpes qui pèsent maintenant une moyenne de 1,5 kilos par poulpe contre 650 grammes avant la fermeture . C'est une mesure du ministère de la Pêche placé sous le « smart fish program » qui a eu le soutien des ONGs, de la Commission de l'Océan Indien ainsi que le GEF Small Grants.

http://inside.news/2016/11/05/reouverture-de-la-peche-a-lourite-des-signes-satisfaisants/

Fermeture de la pêche à l'ourite à Maurice du 15 août au 15 octobre : le point sur la situation

Près de six semaines après la fermeture de la pêche à l'ourite, le ministre mauricien de l'Économie océanique, des Ressources marines et de la Pêche, Prem Koonjoo, a fait le point sur la situation lors d'une conférence de presse le 23 septembre 2016.



En présence de représentants des associations de pêcheurs et de tous les partenaires impliqués dans cette initiative, il a appelé au respect de la fermeture temporaire et a annoncé un durcissement de la surveillance et des contrôles.

« Je fais appel aux forces de l'ordre, c'est à dire le Fisheries Protection Service, les Coast Guards et autres corps de police pour ne pas faire de compromis avec les braconniers», a déclaré le ministre Prem Koonjoo. « Nous savons qu'il y a des braconniers qui pêchent malgré l'interdiction. Le ministère a ainsi décidé de renforcer l'équipe du FPS avec 25 officiers

de plus. Nous serons intransigeants contre ceux qui ne respectent pas la loi », a-t-il souligné.

La décision de mettre en place une fermeture nationale de la pêche au poulpe a été prise sur la base de la situation dramatique de cette pêcherie. En 2015, les captures officielles ne s'élevaient plus qu'à 27 tonnes contre 170 tonnes en 2002, une chute qui s'explique par la raréfaction de la ressource et par les pratiques de pêche illégale dont les prises ne sont pas déclarées. D'autre part, l'expérience répétée chaque année à Rodrigues depuis 2012 a démontré que la fermeture saisonnière permet d'augmenter les captures annuelles tout en permettant à la ressource de se rétablir. « La majorité des pêcheurs professionnels jouent le jeu à Maurice. Le travail de sensibilisation des ONG dans ce sens a été remarquable », souligne Pamela Bapoo-Dundoo, coordinatrice du programme GEF-SGP mis en œuvre par le PNUD.

« Elles se sont toutes engagées à tenir ce rôle d'éducateur et de relai informationnel entre le gouvernement et la communauté des pêcheurs. Mais leur travail s'arrête là et les autorités sont, quant à elles, responsables de l'application de l'interdiction temporaire. Nous avons fait appel aux National Coast Guards, aux Fisheries Protection Services et même à la Police de l'Environnement pour la surveillance. Nous sommes conscients que le braconnage n'a pas arrêté ».

Ce braconnage menace le succès de la mesure prise par le gouvernement. La pêche illégale est surtout le fait de pêcheurs dits « amateurs », qui ne respectent ni la période conservatoire, ni les réglementations en vigueur tout au long de l'année. La capture d'ourite se fait essentiellement en nageant sous l'eau.

« Dans les pays où nous avons apporté notre appui en matière de gestion de cette pêcherie emblématique de la région, le braconnage a toujours existé en pointillés et c'est par un travail continu d'information et de prévention que l'on peut endiguer ce problème », estime Luc Ralaimarindaza, chargé de mission auprès de la Commission de l'océan Indien. Et d'ajouter, « le

comportement des consommateurs, tout comme celui des familles de pêcheurs, est également déterminant. Les cuisinières mauriciennes doivent refuser de préparer l'ourite locale jusqu'à la mi-octobre. C'est pourquoi nous appelons à la collaboration de tous – forces de l'ordre et population – pour dénoncer le braconnage à Maurice pendant cette fermeture », invite-t-il. Cette fermeture de deux mois, correspondant à la période de reproduction des ourites, est organisée pour le bénéfice des pêcheurs par le gouvernement de la République de Maurice, avec le soutien de la Commission de l'océan Indien à travers son programme

SmartFish financé par l'Union européenne et du programme GEF Small Grants Programme (GEF-SGP) mis en œuvre par le PNUD, et la collaboration de quatre ONG sur le terrain, la MMCS, Reef Conservation, Eco Sud et EcoMode Society. A la réouverture, les prises plus nombreuses et de plus grande taille permettront d'augmenter les revenus des pêcheurs et d'approvisionner banyans et restaurateurs. Sur le long terme, il est envisagé de faire renaître le lagon de Maurice par différents efforts de gestion des ressources qu'il renferme. La clôture temporaire de la pêche à l'ourite n'est que le premier d'une série de petits pas dont le succès sera déterminant pour l'avenir et pour l'économie océanique du pays.

http://www.maurice-info.mu/fermeture-de-peche-a-lourite-a-maurice-15-aout-15-octobre-point-situation.html

Maurice Info
www.maurice-info.mu
#mauriceinfomu

Expérience réussie pour la fermeture de la pêche à l'ourite à Maurice

Deux semaines après la réouverture de la pêche à l'ourite, le ministre mauricien de l'Economie océanique, des Ressources marines et de la Pêche, Prem Koonjoo, a annoncé les chiffres des captures au niveau de tous les débarcadères de l'île Maurice.



Un « ourite » pêché par Sandeep

Avec près de 2 tonnes d'ourites capturées en 14 jours, cette initiative de fermeture nationale de la pêche à l'ourite, soutenue par la Commission de l'océan Indien à travers son programme SmartFish financé par l'Union européenne, et par le programme GEF Small Grants Programme (GEF SGP) mis en œuvre par le PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement), est une expérience réussie.

« Ce n'est pas seulement les pêcheurs qui sont gagnants mais toute l'île Maurice », s'est réjoui le ministre. « Après l'expérience réussie de Rodrigues, qui a d'ailleurs suscité l'intérêt des autorités tanzaniennes, il était temps que nous étendions cette initiative à l'ensemble du territoire national », a-t-il poursuivi.

Dans le détail, les chiffres confirment une tendance satisfaisante : alors que la taille moyenne d'un échantillon représentatif pris durant 4 mois avant la clôture était de 668 gr par poulpe, celle-ci était de 1553 gr par individu au premier jour de l'ouverture. Selon les estimations, on peut espérer dépasser les 50 tonnes pour 2017 contre 29 tonnes en 2014 et 34 tonnes en 2015. Cela dit, il apparait essentiel de poursuivre les efforts quant au respect des petites tailles afin d'obtenir des résultats probants et durables.

Le Secrétaire général de la COI, Madi Hamada, s'est félicité « de ces résultats qui ont une portée économique, écologique et sociale » ainsi que « de la volonté du gouvernement mauricien d'améliorer continuellement la gestion de ses ressources marines ».

Le succès de cette fermeture a essentiellement reposé sur l'adhésion des pêcheurs et ce, grâce aux activités de proximité des quatre ONG engagées dans la sensibilisation sur le terrain, à savoir : Eco Mode Society, Eco Sud, Mauritius Marine Conservation Society et Reef Conservation.

Malgré les règlements et les appels au respect de la fermeture, les quelques contraintes observées, comme la vente d'ourites par des banyans ou encore des cas de braconnage, n'ont pas été d'une ampleur suffisante pour ternir le succès de l'initiative. « Nous allons maintenant nous atteler à tirer les leçons de cette première clôture nationale à Maurice. Nous veillerons à ce que l'année prochaine, la fermeture prenne en compte les recommandations adoptées cette année » affirme Pamela Bapoo Dundoo, du programme GEF SGP, mis en œuvre par le PNUD. « La filière est prometteuse pour les générations à venir mais elle a besoin d'être soutenue et préservée », a-t-elle conclu.

http://www.maurice-info.mu/experience-reussie-fermeture-de-peche-a-lourite-a-maurice.html

Genre

À Ebène ce matin : une marche pour promouvoir l'égalité des genres



Une première à Maurice. L'initiative en revient au ministère de l'égalité des genres, de l'enfant et du Bien-être de la famille. ***« Let's Walk The Talk for Gender Equality »,*** c'était le thème de cette marche.
Des fonctionnaires de différents ministères, des représentants d'organisations non gouvernementales et des étudiants se sont mobilisés pour cette manifestation qui a démarré à Ebène. Ils étaient accompagnés de la fanfare de la police.
La ministre Aurore Perraud affiche sa satisfaction.



Cliquer le lien pour voir le vidéo

http://www.topfmradio.com/media-center/news/ebene-ce-matin-une-marche-pour-promouvoir-legalite-des-genres

« De la parole aux actes, marchons pour l'égalité des genres »

10/11

Le ministère mauricien de l'Egalité des genres, du Développement de l'enfant et du Bien-être de la famille organisait aujourd'hui une marche sur le thème : « De la parole aux actes, marchons pour l'égalité des genres ».

La ministre mauricienne Aurore Perraud était présente aux côtés de Marjaana Sall, Ambassadeur et Chef de la délégation de l'European Union in Mauritius, in Comoros and in Seychelles, Susan Coles, High Commissioner de l'Australie à Maurice, Koulthoum Djamadar, chargée de mission à la COI en charge du Genre et Ginette Villeneuve Anaudin,

présidente de la plateforme régionale Entreprendre au féminin-océan Indien.







Santé

Fièvre aphteuse: «La COI n'a pas recommandé l'abattage en masse»

7 NOV 2016



Le Dr Harena Rasamoelina et le Dr Radhakrishna Veerapa (à g.) ont tous deux déposé devant la commission d'enquête sur la fièvre aphteuse, ce lundi 7 novembre.

La Commission de l'océan Indien (COI) a, certes, fait plusieurs propositions. Mais, en aucun cas, elle n'a recommandé l'abattage en masse des animaux. Le Dr Harena Rasamoelina, vétérinaire épidémiologiste de l'organisme, a été catégorique, ce lundi 7 novembre, devant la commission d'enquête sur la fièvre aphteuse.

«*La COI conseille mais les décisions sont prises par les autorités*», a-t-il fait comprendre aux assesseurs. Le Dr Harena Rasamoelina, qui s'est

rendu à Rodrigues le 30 juillet, explique que plusieurs options ont été proposées afin d'éviter que l'épizootie se propage. Notamment l'abattage, la vaccination ciblée ou la vaccination en masse.

«*Je n'ai pas interagi avec l'équipe d'abattage et nous n'avons pas dit qu'il fallait faire l'abattage en masse*», précise le vétérinaire épidémiologiste de la COI. Il reconnaît toutefois que «les premiers abattages ont permis de limiter la propagation de la maladie».

Il a également été interrogé sur le fait que la totalité des animaux de la ferme de Socovia n'a pas été abattue. Au Dr Dewan Sibartie, un des assesseurs de la commission d'enquête, le Dr Harena Rasamoelina a estimé que cette décision a été prise surtout pour des raisons économiques.

Aussi appelé à témoigner, le Dr Radhakrishna Veerapa. Le président de l'association des vétérinaires a souligné la nécessité de la mise en place d'une équipe qui serait chargée de surveiller les épizooties à travers le monde.

Quant aux deux éleveurs qui ont déposé devant la commission d'enquête, ils n'y sont pas allés de main morte. Martelant que les vétérinaires ont «*failli*» à leurs tâches

http://www.lexpress.mu/article/293200/fievre-aphteuse-coi-na-pas-recommande-labattage-en-masse

LEMAURICIEN.COM
INDÉPENDANT D'INFORMATION ET D'OPINION

Fièvre Aphteuse –Fact finding Committee : Un protocole pour gérer les épizooties

8 novembre, 2016



Le Fact Finding Committee sur la fièvre aphteuse a recueilli hier les déclarations du président de la Mauritius Veterinary Association (MVA), le Dr Radhakrishna Veerappa. Comme beaucoup, il a regretté que le ministère de l'Agro-industrie n'ait pas jugé utile de faire appel aux compétences de ses membres pour aider à trouver des solutions à cette épizootie. D'où sa recommandation en faveur de l'institution d'un protocole pour « gérer » de telles situations.

« Les vétérinaires et les techniciens du ministère ont fait de leur mieux pour gérer la fièvre aphteuse, mais il y en avait certains qui ont fait la sourde oreille malgré notre bonne volonté », a déclaré hier le Dr Radhakrishna Veerappa. La cellule de crise, a-t-il fait remarquer, ne dispose pas de suffisamment d'informations sur ce qui se passe dans le monde. « Il faut revoir le fonctionnement de cette cellule et surveiller de près toute suspicion de maladies qui pourrait à tout moment affecter les animaux ». Pour cela, le président de la MVA a souhaité la mise en place d'une équipe qui travaillerait en permanence pour aider, éclairer et informer les éleveurs sur les épizooties qui affectent l'île. « On ne peut les laisser à la traîne car ils sont des maillons importants », a-t-il insisté. Dans la situation actuelle, le Dr Radhakrishna Veerappa est d'avis que ce serait « catastrophique » pour Maurice et Rodrigues si les deux îles devaient faire face à un nouvel épisode de fièvre aphteuse, faisant notamment état de « graves conséquences » sur le plan économique. Alain Bellehumeur, éleveurs de porc de Bassin-Carré, à Saint-Martin, n'a pas manqué d'attirer l'attention du Master and Registrar Shameen

Hamuth-Laulloo et ses deux assesseurs, le Dr Dewan Sibartie, ancien Chief Agricultural officer, et Aurèle André sur les problèmes que rencontrent les éleveurs de porcs. « Les vétérinaires viennent très rarement visiter les parcs. Et s'ils le font, ils regardent de très loin nos animaux et ne prennent pas la peine de les examiner comme il le faut », a-t-il affirmé. Ayant plus de trente ans d'expérience dans ce métier, il a lancé un appel aux autorités pour qu'elles prêtent une oreille attentive à leurs doléances.

Le Dr Harena Rasamoelina, vétérinaire basé à la Commission de l'océan Indien, a, lui, parlé de sa participation à Rodrigues avec la délégation de vétérinaires et des techniciens du ministère. Il avait proposé l'abattage des animaux infectés par la fièvre aphteuse à Rodrigues. Le Dr Harena Rasamoelina a aussi évoqué des prélèvements effectués sur les animaux susceptibles d'avoir été contaminés et les visites qu'il avait effectuées au sein de foyers affectés.

Veer Sohawon, secrétaire de la Cow Breeders Association, et Catherine Lesur, de la Mauritius Meat Producers Association, ont aussi déposé devant la commission.

http://www.lemauricien.com/article/fievre-aphteuse-fact-finding-committee-protocole-gerer-les-epizooties

LeDEFIMEDIAGROUP

Fièvre Aphteuse –Fact finding Committee : Un protocole pour gérer les épizooties

08 NOVEMBRE 2016

Le Dr Radhakrishna Veerappa, président de la Mauritius Veterinary Association (MVA), a déposé devant le Fact-Finding Committee sur la fièvre aphteuse lundi. Il a salué l'effort des vétérinaires dans la gestion de la crise. Il a aussi réclamé la mise sur pied d'un protocole pour gérer les maladies affectant les animaux. « Notre cellule de crise ne dispose pas de suffisamment de renseignements sur ce qui se passe dans le monde en matière d'épizooties », affirme le Dr Radhakrishna Veerappa.

« Les autorités doivent revoir le fonctionnement de cette cellule et surveiller au grain toute suspicion de maladies pouvant affecter les

animaux. » Selon lui, les vétérinaires et techniciens du ministère de l'Agro-industrie ont fait de leur mieux pour gérer la fièvre aphteuse. « Toutefois, cette épizootie a entraîné l'abattage de centaines de bêtes. Elle doit servir d'exemple pour gérer d'autres crises à l'avenir. Ce serait catastrophique si cette maladie frappait Maurice une seconde fois », a-t-il souligné.

Le Dr Harena Rasamoelina, vétérinaire basé à la Commission de l'océan Indien, a également déposé. Il est revenu sur le déplacement de la délégation de vétérinaires et de techniciens du ministère à Rodrigues, le 30 juillet. Il a évoqué les visites dans les foyers affectés par la maladie ; les prélèvements effectués sur les animaux « suspectés » d'être infectés par la fièvre aphteuse et la proposition d'abattage formulée aux autorités. Le Dr Harena Rasamoelina a souligné que le non-abattage des bêtes de la ferme Socovia est dû à une question « d'indemnisation », le nombre de bêtes avoisinant les 5 000 têtes.

La session de lundi a été aussi marquée par les interventions de Catherine Lesur, de la Mauritius Meat Producers Association, Veer Sohawon, secrétaire de la Cow Breeders Association, et d'Alain Bellehumeur, l'un des éleveurs de porc de Bassin-Carré, Saint-Martin.

http://defimedia.info/fact-finding-committee-sur-la-fievre-aphteuse-un-protocole-reclame-pour-la-gestion-des-epizooties

Entrepreneuriat

LEMAURICIEN.COM
INDÉPENDANT D'INFORMATION ET D'OPINION

SOUS L'ÉGIDE DE CJD MAURICE: Première édition du Forum Formation Océan Indien

8 novembre, 2016 -



Le Centre des Jeunes Dirigeants (CJD) d'entreprises de Maurice organisera, du 11 au 15 novembre prochain à l'hôtel Le Méridien, la première édition du « Forum Formation Océan Indien » où il espère réunir environ 200 chefs d'entreprise venant des pays du sud-ouest de l'océan Indien, du continent africain et de France. Le CJD Maurice a été créé en septembre 2015 sous l'impulsion de Guillaume de Bricourt et regroupe pour le moment 37 chefs d'entreprise et managers qui, souligne la direction du centre, travaillent ensemble à l'amélioration et au développement de leurs organisations respectives ainsi qu'à leur propre perfectionnement.
« Le Centre des Jeunes Dirigeants, un réseau d'entrepreneurs aux valeurs humanistes », indiquent ses dirigeants. Il a été lancé en 1938 et se présente comme le plus ancien mouvement patronal français, comptant environ 5 000 membres répartis dans plusieurs pays. À l'international, le CJD fédère quelque 500 personnes dans 18 pays francophones dont plus d'une centaine dans l'océan Indien. Les membres, fait-on ressortir, sont guidés par quatre valeurs fondamentales : la responsabilité, la solidarité, la loyauté et le respect de la dignité humaine. « Le CJD croit en une

performance globale de l'entreprise, qui intègre les dimensions économique, sociale, sociétale et environnementale. Il a pour ambition de promouvoir ces idées nouvelles, afin de rendre l'entreprise à la fois plus compétitive et plus humaine », ajoute la direction de l'organisation. Le Forum Formation est placé sous le signe du développement économique régional. Pour les organisateurs, il prend toute sa dimension dans la vague de l'internationalisation du mouvement, initiée depuis plusieurs années. Le forum a pour ambition d'apporter un regard neuf aux jeunes entrepreneurs de la sous-région ainsi qu'à ceux d'Afrique et de France tout en les incitant à réfléchir sur le monde de l'entreprise et à échanger sur leur vision du management. Le CJD Maurice a fait appel à des experts formateurs, dont la plupart viendront spécialement à Maurice, pour animer des séminaires pratiques autour d'une douzaine de thématiques qui intéressent directement les entrepreneurs du 21e siècle, comme le management par la motivation, la gestion financière ou les nouveaux modèles économiques. De plus, une session plénière sera dédiée au thème de la compétition et des alliances stratégiques. Par ailleurs, on est d'opinion que le CJD n'a cessé « d'apporter des réponses de terrain aux enjeux sociétaux, notamment en termes d'emploi, en diffusant les outils pour se former, échanger et expérimenter ». Guillaume de Bricourt affirme que le CJD veut mettre l'économie au service de l'homme. « Avec le soutien de ses partenaires institutionnels et privés, le CJD Maurice souhaite contribuer au dynamisme économique de la région Océan Indien, en faisant la promotion active de l'entrepreneuriat et des synergies entre les territoires. Il accueille et accompagne tout jeune dirigeant en phase avec ses valeurs et soucieux d'améliorer sa performance et celle de son entreprise », expliquent ses dirigeants.

http://www.lemauricien.com/article/sous-l-egide-cjd-maurice-premiere-edition-du-forum-formation-ocean-indien

TIC

AFRICA TOP SUCCESS
ILS FONT L'AFRIQUE

Ile Maurice : Les TIC au service des personnes souffrant de handicap

09/11/2016
Afin de permettre aux personnes souffrant de handicap de s'intégrer pleinement à la société, la Global Rainbow Foundation (GRF) organise deux conférences sur les technologies capables de les aider à être autonomes. Ceci, avec l'aide de la State Bank of Mauritius (SBM) et de l'UNESCO.
Ces rencontres qui se tiendront les 10 et 11 novembre, respectivement au Rajiv Ghandi Science Centre de Bell-Village et à l'auditorium Octave Wiéhé, à l'université de Maurice, s'organisent dans le cadre des festivités marquant les cinq ans d'existence de GRF.

Ces conférences se tiendront les 10 et 11 novembre, respectivement au Rajiv Ghandi Science Centre de Bell-Village et à l'auditorium Octave Wiéhé, à l'université de Maurice.

L'annonce en a été faite mardi 8 novembre, à la SBM Tower, par Armoorgum Parsuramen, président de la GRF, et Kee Chong Li Kwong Wing, qui préside le conseil d'administration de la SBM Holdings.

Lors de la conférence de presse, Armoorgum Parsuramen et Kee Chong Li Kwong Wing ont expliqué comment les technologies peuvent pallier divers handicaps : que ce soit en termes d'aide à la lecture pour les malvoyants ou de facilités de déplacement à l'intention de ceux dont la mobilité est réduite.

« La GRF a aidé les personnes de tous âges souffrant de handicap à être indépendantes et autonomes», rappelle le président de la GRF.

De son côté, Kee Chong Li Kwong a renouvelé le soutien de la SBM à la GRF. « Cette action suit la même ligne directrice que notre Corporate Social Responsibility. Nous nous associons encore une fois à la GRF dans son initiative pour aider les handicapés ».

Précédemment, la GRF, en collaboration avec **la Commission de l'océan Indien** et des ONG, avait lancé une initiative visant à faciliter l'intégration des personnes souffrant de handicap.

http://www.africatopsuccess.com/2016/11/09/ile-maurice-les-tic-au-service-des-personnes-souffrant-de-handicap/

Tourisme

Arrivées touristiques: une croissance de 20 % pour le mois d'octobre

10 nov 2016



21 000 touristes de plus ont foulé le sol mauricien pendant le mois d'octobre.

130 000. C'est le nombre de touristes qui a foulé le sol mauricien pour le mois d'octobre, alors que l'on comptait 109 000 pour la même période l'année dernière. Ce chiffre représente une progression de presque 20 %, soit environ 21 000 visiteurs de plus.

«*Le tourisme contribue de façon exceptionnelle à la croissance du pays. 21 000 touristes supplémentaires en octobre dernier, par rapport à octobre 2015, ont apporté plus de Rs 1 milliard additionnelles à l'économie mauricienne*», a indiqué le Premier ministre adjoint, Xavier-Luc Duval.

En ce qui concerne la barre du million de visiteurs, elle a déjà été franchie. Pour ce qui est du taux des arrivées touristiques, une hausse de 10,8 % a été constatée pour la période janvier-octobre comparée à la même période en 2015.

C'est le marché européen qui demeure le principal moteur de la croissance des arrivées. Celui-ci a augmenté de 25% le mois dernier, avec près de 80 000 visiteurs.

D'autres marchés comme l'Allemagne (42,7 %), le Royaume Uni (19 %) et la France (15 %) ont également grandement contribué à cette performance en octobre. L'Asie, n'est, elle, aussi, pas en reste. En effet, l'Inde affiche une croissance de 41,6 % pour le mois dernier. L'Afrique du Sud, pour sa part, accuse un progrès de 15,5 %.

http://www.lexpress.mu/article/293454/arrivees-touristiques-une-croissance-20-pour-mois-doctobre

Énergie Renouvelable

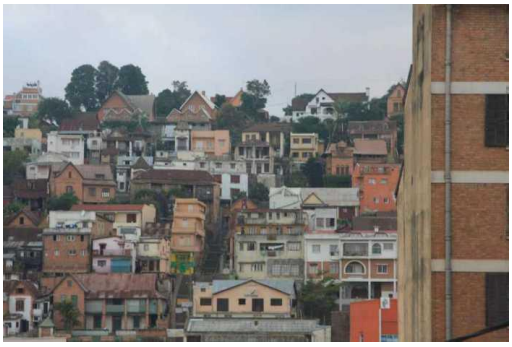
Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

Atelier sur le Financement des Énergies Renouvelables à Madagascar

10 novembre 2016

Co-organisé par l'Union européenne (UE), le Ministère de l'Énergie et des Hydrocarbures de Madagascar, l'Agence de Développement de l'Électrification Rurale (ADER), et la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ), cet atelier est destiné aux acteurs du secteur de l'énergie à Madagascar



L'atelier sur le Financement des Énergies Renouvelables à Madagascar – Opportunités pour le secteur privé aura lieu le jeudi 10 novembre à Antananarivo à Madagascar (hôtel Carlton).

Co-organisé par l'Union européenne (UE), le Ministère de l'Énergie et des Hydrocarbures de Madagascar, l'Agence de Développement de l'Électrification Rurale (ADER), et la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ), cet atelier est destiné aux acteurs du secteur de l'énergie à Madagascar, lesquels appartiennent tant au secteur public qu'au secteur privé, ainsi que des grands consommateurs d'énergie.

L'initiative de Financement de l'Electrification de l'Union européenne - ElectriFI

vise à soutenir les investissements dans le domaine de l'électrification qui débouchent sur de nouvelles connections, en accordant une attention particulière aux populations des régions rurales mal desservies ainsi que des régions dont l'alimentation en électricité se révèle peu fiable. ElectriFI encourage le recours aux énergies renouvelables, en mettant l'accent sur des solutions énergétiques décentralisées.

Suite à un premier appel à propositions d'investissement (avril 2016), ElectriFI structure actuellement des investissements pour 19 projets innovants et prometteurs. Un deuxième appel à propositions d'investissement devrait avoir lieu début 2017.

ElectriFI est une initiative conjointe de la Commission Européenne et des 15 Institutions Financières de Développement Européennes regroupées au sein de l'association EDFI. ElectriFI dispose actuellement d'une enveloppe d'environ 84 millions d'euros apporté par la Commission européenne et Power Africa. EDFI Management Company S.A assure sa mise en œuvre et gestion.

L'objectif principal du programme bilatéral (PERER) de la GIZ est d'améliorer les conditions cadres pour les investissements publics et privés dans l'électrification par les énergies renouvelables.

Le projet, sous mandat du Ministère Allemand de la Coopération et du Développement (BMZ) et en partenariat avec le Ministère de l'Energie et des Hydrocarbures (MEH) de Madagascar, intervient dans plusieurs domaines dont l'appui au secteur public pour améliorer le cadre politique et régulateur, ainsi que le renforcement du secteur privé afin d'investir dans les énergies renouvelables, y compris le financement de projets.

http://www.temoignages.re/international/nouvelles-d-afrique/atelier-sur-le-financement-des-energies-renouvelables-a-madagascar,88055